

## GENERAL FRANCIS A. BEHANZIN

Président co-fondateur du Réseau mondial des professionnels de sécurité et de défense pour la prévention et la lutte contre le terrorisme, ancien commissaire aux affaires politiques, à la sécurité et à la paix de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

**Amir Ben Yahmed, directeur général de Jeune Afrique Media Group, président du Africa CEO Forum**

Nous allons parler avec vous, mon général, des sujets relatifs à la sécurité. En effet, avec les sujets de gouvernance, ces derniers font partie des améliorations que les années 2000-2020 nous ont permis de constater. Aujourd'hui, nous voyons une résurgence des problèmes de sécurité, tout particulièrement dans l'arc sahélien et vous nous parlerez peut-être d'autres régions. Quelle est votre perspective, d'un point de vue de professionnel de la sécurité, de la situation actuelle et de son impact sur le narratif africain ? Cette question sahélienne est-elle une pure question de terrorisme djihadiste ? Est-ce une question de criminalité organisée ? Est-elle pérenne ? Des solutions se dégagent-elles aujourd'hui pour y faire face ?

**Général Francis A. Béhanzin**

Merci beaucoup. Merci de me donner la parole. Par rapport à ce qui a été dit sur le narratif africain, démontrant la remontée de la croissance économique, nous avons souvent l'habitude d'oublier ce qui s'est passé avant, à savoir la démocratisation dans les pays africains qui a commencé en 1990. C'est très important sur le plan de la sécurité, sur le plan des libertés fondamentales. À partir de 2000, comme l'a rappelé, le Premier ministre Lionel Zinsou, il y a une croissance soutenue et les capitales africaines sont beaucoup plus fréquentables.

Le problème fondamental de l'Afrique aujourd'hui, comme nous le constatons tous, est un problème de sécurité humaine. C'est fondamental et la sécurité humaine déteint sur toutes les autres notions de sécurité ; sécurité des personnes et des biens, liberté d'aller et venir, liberté d'association, liberté de parole etc. Effectivement, comme l'a indiqué Amir, il s'est produit ces deux dernières années une épidémie de coups d'État. J'en ai décompté une dizaine. Deux ou trois n'ont pas abouti, à savoir la RDC, la Guinée-Bissau et la Gambie. Le Niger est tombé, le Burkina est tombé, le Mali est tombé. Récemment, le Gabon est tombé. La Guinée est tombée. Le Tchad, le Soudan est en grandes difficultés, parce que ce sont des réalités que nous vivons.

Quelles sont les causes de cette épidémie de coups d'État ?

C'est la question de la gouvernance sur tous les plans : gouvernance politique, gouvernance sécuritaire, gouvernance économique, gouvernance sociale etc.

Au Sahel, nous l'avons tous constaté et évoqué ici l'année dernière, c'est le terrorisme. Et le terrorisme, c'est le crime organisé. Cela amène à s'interroger sur la gouvernance mondiale par rapport à la sécurité ; c'est un problème crucial récurrent. L'an dernier, le ministre Wadagni nous a dit ici que le Bénin était confronté à la question du terrorisme, et que le pays avait le budget nécessaire pour acquérir des vecteurs aériens. Toutefois, il n'y avait aucune possibilité pour le Bénin d'acquérir ce matériel parce qu'il n'avait pas eu une hypothétique autorisation de les acquérir. Cela a pu être réglé grâce à l'entremise de la France et je voudrais ici rendre hommage à la France qui a fini par l'aider à acquérir quelques vecteurs aériens.

Le problème fondamental à régler pour éviter l'épidémie des coups d'État, c'est la question de la sécurité humaine. En passant par le développement, la croissance économique, les choix stratégiques de ce qu'il faut faire pour que la jeunesse, qui est non seulement un atout mais surtout une bombe à retardement dans nos pays africains. Que peut-on mettre en place pour aider la jeunesse à trouver du travail, à sortir de la précarité et à éviter de se radicaliser sur les médias sociaux ?

#### **Amir Ben Yahmed**

Général, pour aller un peu plus loin dans cette question, nous savons que tout ne se règle pas militairement et tout ne se règle pas par la force. Au Sahel, le terrorisme islamique et le crime organisé convergent, amplifiant ainsi l'insécurité. Comment expliquez-vous la détérioration continue de la situation ? D'autres pays sont aujourd'hui menacés, tels que la Côte d'Ivoire, le Ghana. Finalement, tout le monde se pose la question suivante : jusqu'où cette épidémie sécuritaire va aller. Comment expliquez-vous qu'il n'y ait pas de réponse commune forte à cette question ?

#### **Général Francis A. Béhanzin**

Je vais peut-être décevoir la communauté internationale que nous constituons ici en répondant, il s'agit d'un échec de la communauté internationale.

#### **Amir Ben Yahmed**

N'est-ce pas un échec pour les pays africains ? La Côte d'Ivoire et le Ghana sont en première ligne.

#### **Général Francis A. Béhanzin**

Pas seulement pour les pays africains, parce que quand ça a commencé au Mali en 2012, après la destruction de la Libye, sans un service après-vente assuré, la France est venue à la rescousse par l'opération Serval. De ce fait, la progression des terroristes a été arrêtée net en 2012. Cependant, en 2013, le Serval a été remplacé par Barkhane. S'est ajoutée la MINUSMA qui est une contribution d'hommes de plus de 100 pays dans le monde. C'est pour ça que je parle d'échec de la communauté internationale. En plus de toutes ses forces sur le terrain, il y a les forces spéciales de grandes puissances qui ont atterri au Mali. Pourtant, le crime organisé n'a pas été enrayé.

Si je prends le cas du Mali, celui qui est allé prendre le pouvoir est quelqu'un des forces spéciales, qui a été retenu en otage par les terroristes pendant des mois avant d'être miraculeusement libéré. De tout ce qui précède, il faut simplement noter qu'il y a une exaspération de la population face à la souffrance que leur infligeaient les terroristes sans foi ni loi. C'est vrai que l'Afrique doit s'organiser pour mieux prendre en compte sa sécurité, mais le terrorisme ne peut jamais être vaincu seul. Et quand on parle du terrorisme, s'il n'y a pas de vecteur aérien qui reporte les informations qu'il voit sur le sol, il est impossible de lutter contre le terrorisme.

Ainsi, concernant ce crime organisé qui a justement des ramifications que nous ne pouvons pas toutes expliquer ici, il faudrait que le monde se mobilise de façon raisonnable, ouverte et franche. C'est pour cela que j'ai l'habitude de dire que la communauté internationale dont nous parlons, c'est un amphithéâtre d'hypocrisie parfois, parce qu'il y a de doubles standards. Nous voyons un peu ce qui se passe aujourd'hui en Ukraine avec le soutien massif des Puissances Occidentales alliées à l'Ukraine. Et quand le 7 octobre est arrivé entre Israël et le Hamas l'Ukraine a disparu des radars. C'est ça justement le double standard dans l'appréciation des faits de sécurité mondiale. Car en Afrique de l'Ouest, nous avons élaboré depuis 2019, un plan d'action de lutte contre le terrorisme pour un budget estimé à 2,3 milliards de dollars US. Aujourd'hui, je ne sais pas ce que ça devient parce que le financement n'a pas pu être mobilisé

Et même si ce sont souvent les militaires qui sont au front dans le cadre de la lutte contre le terrorisme qui en viennent à prendre le pouvoir, cela ne pouvait pas constituer une raison suffisante pour prendre le pouvoir. En effet, les problèmes demeurent, la situation s'est envenimée dans certains des pays concernés et en demi-teinte pour d'autres pays, comme au Mali. Nous ne savions pas que le Burkina allait prendre, de la même façon que le Niger, qui est vite arrivé.

Je voudrais relier cette situation d'insécurité dans la zone sahélienne et en Afrique de façon générale, avec ce qui vient d'être dit par rapport à la sécurisation des matières premières critiques. Je m'en arrête là et nous y reviendrons peut-être.